

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Nom de la personne publique	Domaine de Chantilly – Fondation d'Aumale 17 rue du Connétable 60500 CHANTILLY
Représentant du pouvoir adjudicateur et ordonnateur secondaire	L'administratrice générale du Domaine de Chantilly
Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-46, R.2191-60 et R.2391-28 du code de la commande publique	L'administratrice générale du Domaine de Chantilly
Comptable assignataire des paiements	L'agent comptable secondaire du Domaine de Chantilly - fondation d'Aumale
Mode de consultation	APPEL D'OFFRES OUVERT - articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

Objet	Accord cadre n° 26IBAT006 Maitrise d'œuvre pour des travaux de restauration, aménagement et mise en conformité du Domaine de Chantilly
--------------	---



SOMMAIRE

ARTICLE 1. DISPOSITION GÉNÉRALES	3
ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 3. INTERLOCUTEURS	5
ARTICLE 4. MARCHÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PASSES ULTÉRIEUREMENT	7
ARTICLE 5. MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE	7
ARTICLE 6. MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 7. RÉMUNÉRATION DU MAITRE D'ŒUVRE	16
ARTICLE 8. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LES COÛTS DES OPÉRATIONS	19
ARTICLE 9. CLAUSE DE SURETÉ ET DE FINANCEMENT.....	22
ARTICLE 10. MODALITÉ DES RÈGLEMENTS DES COMPTES DU TITULAIRE.....	22
ARTICLE 11. PÉNALITÉS.....	26
ARTICLE 12. CLAUSES DE RÉEXAMEN	27
ARTICLE 13. ASSURANCES.....	29
ARTICLE 14. RÉSILIATION	29
ARTICLE 15. UTILISATION DES RÉSULTATS	30
ARTICLE 16. MODALITÉS DE CONCLUSION DES MARCHES SUBSÉQUENTS.....	32
ARTICLE 17. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER.....	34
ARTICLE 18. PIÈCES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	34
ARTICLE 19. PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL	34
ARTICLE 20. RÈGLEMENT DES LITIGES.....	38
ARTICLE 21. PIÈCES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	38
ARTICLE 22. DÉROGATIONS AU CCAG	38



ARTICLE 1. DISPOSITION GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents a pour objet des prestations de maîtrise d'œuvre sur les immeubles protégés au titre des monuments historiques pour des travaux de restauration, d'aménagement et de mise en conformité du Domaine de Chantilly comme le prévoient les articles R.621-24 à 44 du code du patrimoine.

Il est conclu entre :

- la personne publique désignée à l'acte d'engagement, dénommée « maître d'ouvrage » dans le présent CCAP,
- et le titulaire du marché désigné à l'article 2 de l'acte d'engagement dénommé « maître d'œuvre » dans le présent CCAP.

Il ne fait pas suite à un concours d'architecture et d'ingénierie organisé par le maître d'ouvrage. Les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa notification au maître d'œuvre.

1.2 Décomposition de l'accord-cadre

Le maître d'ouvrage n'a pas défini de tranche ni de lot à la mission de maîtrise d'œuvre.
Le maître d'œuvre pourra aussi se voir confier des missions optionnelles.

1.3 Forme du marché

Le présent marché public est un accord-cadre mono-attributaire exécuté au fur et à mesure de la conclusion de marchés subséquents conclu avec un opérateur économique tel que défini aux articles R.2162-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les prestations feront l'objet de marchés subséquents notifiés au fur et à mesure des besoins dans les conditions fixées au présent document.

L'ensemble de l'accord-cadre sur toute sa durée est conclu sans minimum et avec un maximum de 1.000.000,00 € HT

Les marchés subséquents seront conclus avec le Titulaire de l'accord-cadre. Ces marchés subséquents pourront être passés successivement ou simultanément, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Le marché est un marché de prestations de maîtrise d'œuvre ; les stipulations du CCAG – maîtrise d'œuvre (MOE) s'appliquent. Les prestations de maîtrise d'œuvre étant spécifiques à des monuments historiques classés, le code du patrimoine pourra néanmoins s'appliquer le cas échéant et notamment dans les articles R.621-11 à 17 et R.621-24 à 44.

Aussi, le titulaire mandataire devra nécessairement être Architecte en Chef des Monuments Historiques ou répondre aux caractéristiques de l'article R.621-28 du Code du Patrimoine désignées sous l'appellation « d'architecte qualifiés ».

Par ailleurs, il justifiera d'une ou plusieurs expériences significatives en matière d'opérations multiples sur un même site.



L'objet des marchés subséquents est de couvrir les différentes opérations de travaux à réaliser au Domaine de Chantilly, sur les 4 prochaines années. Les opérations nécessaires sont décrites plus précisément dans les annexes au CCTP, qui présentent le contexte avec la liste des bâtiments et le programme attendu.

1.4 Durée du marché

La durée de l'accord-cadre est de quatre (4) ans à compter de sa date de notification au Titulaire.

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des marchés subséquents peut se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre, dans le cadre du délai d'exécution prévu par lesdits marchés subséquents.

1.5 Délai d'exécution

L'ensemble des délais d'exécution applicables à chaque marché subséquent seront précisés dans ces derniers.

ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait foi, qui régissent la réalisation des prestations attendus sont énumérées ci-dessous. Le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et accepter, sans réserve et sans modification, toutes les clauses qu'elles comportent.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG MOE, les pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont énumérées ci-dessous. En cas de contradiction entre deux ou plusieurs pièces, celle qui fait foi est celle qui précède la ou les autres dans l'ordre de priorité suivant :

Ordre de priorité

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement (A.E) de l'accord cadre ou des marchés subséquents;
- le Bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre ;
- la décomposition du prix (DPGF suivant modèle) (uniquement pour les marchés subséquent);
- le présent cahier des charges administratives particulières (C.C.A.P) ;
- le cahier des charges techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses particulières (CCP), (uniquement pour les marchés subséquent);
- le mémoire technique du titulaire;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Maîtrise d'Œuvre (CCAG MŒ) approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021 (publié au JO du 1^{er} Avril 2021) dans sa version en vigueur à la signature du présent contrat
- les clauses du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021 (publié au JO du 1^{er} Avril 2021), précisant le rôle du Maître d'Œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux sauf dérogations éventuelles énoncées dans le contrat des marchés de travaux qui se substitueraient alors aux dispositions de ce CCAG
- les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- les normes, DTU, CCTG, avis techniques applicables aux prestations de l'opération en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception de l'offre finale

Les CCAG ne sont pas joints au présent marché mais sont réputés être connus par le titulaire. Ils sont consultables sur le site de Légifrance.



2.2 Notification

La notification de l'accord-cadre se fait par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

La notification comprend une copie, délivrée sans frais par le Maître d'Ouvrage au Titulaire, de l'Acte d'Engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception des CCAG, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

2.3 Cession ou nantissement de créance

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG MOE, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire à sa demande soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette copie est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie. La demande de nantissement ou de cession de créances doit être adressée soit par courrier ou mail au domaine au service commande publique : marches@chateaudechantilly.fr

ARTICLE 3. INTERLOCUTEURS

3.1 Maîtrise d'ouvrage

3.1.1 – Organisation de la maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est chargé de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés. Il signera l'accord cadre ainsi que les marchés subséquents.

3.1.2 – Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage

Il appartient au maître d'ouvrage, conformément aux dispositions du titre II du livre IV de la deuxième partie du Code de la commande publique et notamment les articles L.2421-1 et suivants.

- de définir le programme de l'opération envisagée et l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante, en précisant sa décomposition et notamment la partie de l'enveloppe affectée aux travaux
- de fixer les objectifs de développement durable, s'ils ne font pas partie du programme
- d'indiquer le délai prévisionnel de réalisation de l'opération
- d'indiquer le mode de dévolution des marchés de travaux correspondant.

Le maître d'ouvrage pourra bâtir avec le maître d'œuvre, une fiche type récapitulant notamment les principales informations nécessaires au maître d'œuvre.

Il fournit en outre, en tant que de besoin, avant le début des études :

- les règles d'urbanisme applicables à l'opération et toute autre information juridique nécessaire
- les études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci
- les données techniques déjà connues
- les règles et règlements particuliers spécifiques au projet et dont le maître d'ouvrage a connaissance.

En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.



3.2 Maitrise d'œuvre

3.2.1 - Contractant unique

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée à l'article 3 de l'acte d'engagement.

3.2.2 - Cotraitants

Groupement de maîtrise d'œuvre

Le groupement peut être solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire.

La nature du groupement est précisée à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le mandataire

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis à vis de la personne responsable du marché, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement précise si le mandataire est conjoint ou solidaire de chacun des membres.

Le mandataire devra obligatoirement répondre aux caractéristiques de l'article R.621-28 du Code du Patrimoine.

Dans le cas où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'œuvre pourra se voir appliquer une résiliation conformément à l'article 14 du présent CCAP.

Sous-traitants

Le maître d'œuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent accord-cadre, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage et, pour les architectes, dans les conditions prévues à l'article 37 du décret n° 80- 217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels.

Le titulaire peut, en cours d'exécution de chaque marché subséquent, sous-traiter certaines parties de ses prestations, à condition d'avoir obtenu du Domaine de Chantilly, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent accord-cadre. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent accord-cadre, le Titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants et de l'exécution de son marché, même s'il en sous-traite une partie.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet au Domaine de Chantilly (ou lui adresse par lettre recommandée avec AR) une déclaration de sous-traitant (formulaire DC4). Dans lequel sera précisé notamment les prestations dont la sous-traitance est envisagée et le montant correspondant - remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire.

Les déclarations et attestations (articles R2193-1 à 2193-8, R2143-11 et R2143-12 du Code de la Commande Publique) et les capacités professionnelles des sous-traitants recensés sont jointes auxdites déclarations de sous-traitance.

Aucune prestation ne pourra être réalisée par le sous-traitant avant son agrément par le Domaine de Chantilly.



Aucun paiement direct du sous-traitant ne pourra avoir lieu en l'absence d'agrément par le Domaine de Chantilly. Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont identiques à celles du contrat principal. Le paiement direct du sous-traitant intervient dans les mêmes conditions que pour le titulaire. Lorsque le Titulaire fait intervenir une entreprise extérieure sous-traitante agréée, il prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention.

3.3 Autres intervenants

Le maître d'ouvrage communiquera la liste des autres intervenants et de leurs missions dans chaque marché subséquent. Le maître d'œuvre devra collaborer avec des bureaux de contrôles, de coordination SPS, des bureaux d'études divers selon le type d'opération.

ARTICLE 4. MARCHÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PASSÉS ULTÉRIEUREMENT

En application de l'article R2122-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire.

ARTICLE 5. MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants, dont le contenu détaillé figure au CCTP.

- Etude de Diagnostic
 - Etudes d'avant-projet ;
 - Etudes de projet ;
 - Assistance pour la passation des marchés publics de travaux ;
 - Visa des études d'exécution des entreprises ;
 - Direction de l'exécution des marchés de travaux ;
 - Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement ;
- Et
- Mission complémentaire d'ordonnancement, pilotage et coordination (le cas échéant)

Le cas échéant, le maître d'œuvre pourra se voir attribué des missions complémentaires comme des diagnostics ou études conformément au CCTP.

Le contenu de ces éléments de mission est défini dans le livre IV du code de la commande publique, article R.2431-5 et R.2431-19 à R.2431-23 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, ainsi que dans l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

ARTICLE 6. MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Informations réciproques des co-contractants

Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :



- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire,
- de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Si au cours de l'exécution du présent accord-cadre ou des marchés subséquents, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il l'en informe.

Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

Secret professionnel

Le maître d'œuvre est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

6.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

6.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Conformément aux articles L.4531-1 au 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

6.4 Présentation, approbation et suivi des prestations par le maître d'œuvre

6.4.1 En phase étude

Conditions de présentation des prestations par le maître d'œuvre :

- Délais d'établissement des documents d'études : ils sont fixés dans chaque marchés subséquents.
- Présentation des documents : Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les études lui seront présentées. Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études.
- Le point de départ des délais de remise des prestations au maître d'ouvrage sont les suivants :



Elément de mission		Point de départ du délai
DIAG		Date de l'accusé de réception par le Maître d'Œuvre de la notification du marché ou de la date de commencement d'exécution fixée par ordre de service de démarrage
AVP (APS, APD)		Date de l'accusé de réception par le Maître d'Œuvre du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération ①.
PRO		Date d'admission de l'élément de mission APD
Eléments de mission	Définition de la tâche	Point de départ du délai
AMT	Préparer le(s) Dossier(s) de Consultation des Entreprises (DCE).	Date de l'accusé de réception par le Maître d'Œuvre du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération ①.
	Répondre aux questions diverses des candidats pendant la période de consultation des entreprises	Date de l'envoi par mail au Maître d'Œuvre de la demande concernée ou date de réception par le Maître d'Œuvre de la demande concernée si adressée directement par le ou les candidats
	Fournir le rapport d'analyse des offres avant et après négociation le cas échéant.	Date de la remise au Maître d'Œuvre des plis contenant les offres.
	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date de la décision d'attribution des marchés.
VISA	Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les soins et à la diligence de l'entrepreneur.	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur titulaire.
DET	Etablir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion.
	Procéder aux constatations.	Date de la demande de l'entrepreneur.
	Notifier les décisions du représentant du Maître d'Ouvrage	Date de réception de la décision du représentant du Maître d'Ouvrage
	Instruire les mémoires de réclamation.	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
	Vérifier les projets de décomptes finaux des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes.	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.



AOR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).	Date de réception, par le Maître d'Œuvre, de l'avis du ou des titulaire(s) désigné(s) au marché de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.
	Proposer la réception au représentant du Maître d'Ouvrage et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	Date du procès-verbal des OPR
	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au représentant du Maître d'Ouvrage.	Après réception par le Maître d'Œuvre de tous les documents dus par les entrepreneurs.
	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le représentant du Maître d'Ouvrage
	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.
OPC	Etablir le calendrier général grande maille de l'opération à joindre au DCE	Date de l'accusé de réception par le Maître d'Œuvre du prononcé de l'approbation ou recevabilité de l'APD
	Etablir le calendrier d'établissement des documents d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Point de départ de la période de préparation
	Etablir le calendrier détaillé d'exécution des travaux notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Point de départ de la période de préparation
	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution des travaux notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de réception de la demande du représentant du Maître d'Ouvrage

① En aucun cas l'approbation ou la recevabilité tacite ne vaut autorisation de commencer l'élément de mission suivant.

② Certains documents (pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception



Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage :

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-MOE, la décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserve, ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Elément de mission	Document	Délai maximum
DIAG / PRE	Diagnostic / Etude Préliminaire	10 semaines
AVP	Avant-Projet Sommaire (APS)	6 semaines
AVP	Avant-Projet Définitif (APD)	4 semaines
DAT/PC	Demande d'Autorisation de Travaux / Permis de Construire	2 semaines
PRO	Etudes de projet	4 semaines
AMT	Dossier de Consultation	4 semaines
AMT	Rapport d'analyse des offres (avant et après négociation)	2 semaines
AMT	Mise au point du (des) marché(s) de travaux	1 semaine
AOR	DOE	4 semaines
OPC	Calendrier détaillé d'exécution des travaux (en cas de modification du délai global)	7 jours

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG MCE, le représentant du Maître d'Ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des documents remis pour acceptation.

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, ci-dessus.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

En cas d'approbation tacite, le maître d'ouvrage notifiera par tous moyens (mail, ordre de service ...) le commencement de la mission ultérieure.

Les documents à remettre par le titulaire au cours de l'exécution du marché sont remis sur le ou les supports suivants :

- support papier, fournir les documents suivants :
 - 1 exemplaire pour le diagnostic, les études d'avant-projet, les études de projet
 - 5 exemplaires pour le dossier déclaration de travaux ou PC
 - 1 exemplaire pour le(s) dossier(s) de consultation,
 - 1 exemplaire pour le(s) rapport(s) d'analyse des offres



- 3 exemplaires pour le dossier des ouvrages exécutés et 1 clé USB
- 2 exemplaires pour les éléments à remettre au titre de la mission OPC

Afin de permettre la consultation dématérialisée des marchés de travaux, le Maître d'Œuvre devra fournir tous les documents écrits ou dessinés, résultant de ses études, sous forme dématérialisée :

- support physique électronique : **Clé USB au format natif et au format PDF ou transmission via lien de téléchargement**, transmis par la voie électronique.

Les documents à remettre par le titulaire au cours de l'exécution du marché sont transmis par la voie électronique.

Pour satisfaire à cette obligation tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
 - .docx ou .xlsx ou .pptx
- le cas échéant, le format DWG
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif

Le Maître d'Œuvre est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le Maître d'Œuvre devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au représentant du Maître d'Ouvrage l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 5 jours. En cas de retard dans la transmission de ce support, le représentant du Maître d'Ouvrage se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au Maître d'Œuvre de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

6.4.2 En phase travaux

Rôle du Maître d'Œuvre

Le Maître d'Œuvre est chargé de prendre les décisions et d'accomplir les tâches qui lui incombent aux termes du CCAG Travaux applicable aux marchés de travaux dont il assure la direction en tenant compte des éventuelles dérogations insérées dans les marchés de travaux.

Il est tenu de faire respecter par chaque entreprise l'ensemble des stipulations de son marché de travaux.

Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, il ne sera pas tenu par le Maître d'Œuvre un registre de chantier.

Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire du marché de travaux ne peut poursuivre les travaux sans modification préalable du marché en cours d'exécution préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du représentant du Maître d'Ouvrage.



Pour l'application de ce dernier article, le Maître d'Œuvre devra notifier au représentant du Maître d'Ouvrage, dans un délai de 15 jours à réception de la lettre du titulaire l'informant de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel, son avis sur la décision à prendre par le représentant du Maître d'Ouvrage sur la poursuite des travaux.

Réception

Le Maître d'Œuvre s'engage au respect des dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux relatives à la mise en œuvre de la réception des travaux. À défaut, il sera fait application des dispositions de l'article 11.3 ci-dessus relatives aux abattements et pénalités applicables.

Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs :

Le Maître d'Œuvre est tenu de respecter le circuit dématérialisé via Chorus Pro qui s'impose aux entreprises et au représentant du Maître d'Ouvrage et de procéder en conséquence à la vérification des projets de décomptes mensuels déposés par voie électronique sur Chorus Pro par les entreprises. Le Maître d'Œuvre est tenu de récupérer les demandes de paiement des entreprises dans Chorus Pro et de les déposer, avec son visa, dans ce circuit dématérialisé.

Pour ce faire, le représentant du Maître d'Ouvrage lui transmettra les modalités pratiques de son habilitation pour accéder aux outils et les éléments nécessaires à l'identification du marché concerné sur Chorus Pro.

Au cours des travaux, le Maître d'Œuvre doit procéder à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur conformément à l'article 12.1 du CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021.

Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel. A partir de celui-ci le Maître d'Œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG travaux, le Maître d'Œuvre transmet au représentant du Maître d'Ouvrage pour règlement, l'état d'acompte correspondant dans un délai de 5 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le Maître d'Œuvre. Si le projet établi par le titulaire du marché de travaux a été modifié, le représentant du Maître d'Ouvrage notifie l'état d'acompte au titulaire du marché de travaux, accompagné du projet de décompte.

En cas de cotraitance, c'est le mandataire du groupement de Maîtrise d'Œuvre qui visera les projets de décompte après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres cotraitants.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MŒ, si le délai fixé ci-dessus n'est pas respecté, le Maître d'Œuvre encourt, sans mise en demeure préalable, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour calendaire de retard est fixé 50€ TTC par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 16.1 du CCAG MŒ, si un élément manque lors de la réception de l'acompte, le Maître d'Œuvre encourt, sans mise en demeure préalable, sur ses créances, des pénalités dont le taux par élément est fixé à 20 € TTC par jour ouvré de retard.

Après mise en demeure restée infructueuse d'avoir à produire l'état d'acompte dans un délai de 7 jours, le représentant du Maître d'Ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du Maître d'Œuvre défaillant.

Visa des études faites par les entrepreneurs :

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre doit adresser son visa assorti de ses observations éventuelles ou demander à l'entrepreneur de lui fournir des documents complémentaires, dans un délai de 15 jours suivant la réception des études d'exécution réalisées par l'entrepreneur.

Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte final :



À l'issue des travaux, le Maître d'Œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur, conformément à l'article 12.3 du CCAG Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. En cas de défaillance du titulaire dans la production de son projet de décompte final, le Maître d'Œuvre établit d'office le décompte final dans les conditions fixées à l'article 12.3.4 du CCAG Travaux.

A partir du décompte final, le Maître d'Œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG Travaux, le décompte général.

Le Maître d'Œuvre devra indiquer sur le projet de décompte final la date à laquelle il a reçu le projet de décompte.

En cas de cotraitance, c'est le mandataire du groupement de Maîtrise d'Œuvre qui acceptera ou rectifiera le projet de décompte final et établira le décompte général après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres co-traitants.

Le Maître d'Œuvre est tenu de procéder à la vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur déposé par voie électronique sur Chorus Pro. Pour ce faire, le représentant du Maître d'Ouvrage lui transmettra les modalités pratiques de son habilitation pour accéder aux outils et les éléments nécessaires à l'identification du marché concerné sur Chorus Pro.

Le délai pour la vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 15 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE en cas de retard dans la vérification du décompte final et dans l'établissement du décompte général, le Maître d'Œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour ouvré de retard est fixé à 50€ TTC.

Si le Maître d'Œuvre n'a pas transmis au représentant du Maître d'Ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le représentant du Maître d'Ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

À l'expiration de ce délai, le représentant du Maître d'Ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du Maître d'Œuvre défaillant

Décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet notifiées par le maître d'ouvrage

Décision d'ajournement :

La décision d'ajournement s'applique selon les modalités prévues à l'article 21.2 du CCAG-MOE.

Réfaction :

La décision de réfaction s'applique selon les modalités de l'article 21.3 du CCAG-MOE.

Le maître d'œuvre dispose de trente jours pour présenter ses observations, à compter de la décision motivée d'admettre les prestations avec réfaction. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de trente jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du maître d'œuvre et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

En application de l'article 21.4.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché, telles qu'elles ne peuvent être admises en l'état et qu'il n'apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, il prononce une décision motivée de rejet des prestations concernées qui est notifiée au maître d'œuvre. La décision de rejet ne peut être prise qu'après que le maître d'œuvre ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. Le maître d'œuvre dispose de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour présenter ses observations par écrit ou adresser un mémoire en réclamation. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de rejet du maître d'ouvrage. Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de trente jours pour confirmer sa



décision de rejet motivée notifiée au maître d'œuvre ou pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du maître d'œuvre

Les dispositions de l'article 21.4.2 du CCAG-MOE qui prévoient qu'en cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, ne sont pas applicables au présent marché.

6.5 Prolongation des délais d'exécution

En application de l'article 15.3.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Par dérogation à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE, pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision.

6.6 Notifications établies par le maître d'ouvrage

Effets de la notification du marché et de l'approbation des études

Le courrier de notification de l'accord-cadre ou du marché subséquent vaut ordre de service pour le commencement d'exécution des prestations.

La notification de l'accord-cadre ou du marché subséquent se fait par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

La notification au maître d'œuvre de l'approbation de l'élément de mission précédent vaut ordre de service de commencement de l'élément de mission suivant.

La notification de l'approbation des éléments de missions est effectuée par tous moyens par mail ou courrier dont le maître d'œuvre confirme la réception.

6.7 Avenants négociés avec le maître d'ouvrage

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant conformément aux dispositions de la section 2 du chapitre II du titre III du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique. Concernant la phase étude, la rémunération du maître d'œuvre ne peut être diminuée.

De plus, en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article L.2432-1 du code de la commande publique,
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre,
- au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études ou de tout ou partie d'un élément de mission,
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux,
- des missions complémentaires nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise),



- du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que le maître d'œuvre ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition par le CCAG-Travaux.

6.8 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Les ordres de service seront préparés par le Maître d'Œuvre qui les numérottera, les datera puis les transmettra aux entreprises avec obligation de mettre en copie le maître d'ouvrage après contresignature du maître d'ouvrage dans les cas suivants :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet
- notification de la date de commencement des travaux
- prolongation de la période de préparation des travaux qui prolonge le délai d'exécution des travaux
- passage à l'exécution d'une tranche optionnelle
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
- interruption ou ajournement des travaux
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage.

6.9 Achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre

La mission du Maître d'Œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux objet de la mission de maîtrise d'œuvre (prévue à l'article 44.1 du CCAG Travaux) exceptionnellement, après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ou les désordres constatés pendant le délai de garantie ne sont pas tous levés à la fin de cette période. Dans cette hypothèse l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou à la réparation du désordre.

En cas de pluralité de délais de garantie de parfait achèvement, la mission de Maîtrise d'Œuvre s'achève à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement sauf prolongation de ce délai ou levée de réserves postérieures à son expiration. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la dernière levée des réserves.

La mission de Maître d'Œuvre se prolongera au-delà de la date d'achèvement définie ci-dessus, en cas de réclamation formulée par les titulaires des marchés de travaux sur leur décompte général jusqu'à la résolution amiable ou contentieuse du différend. Le Maître d'Œuvre assiste le représentant du Maître d'Ouvrage sur toutes les réclamations formulées.

Dans tous les cas, le Maître d'Œuvre doit solliciter du représentant du Maître d'Ouvrage une décision d'admission. Celui-ci dispose d'un délai de 2 mois pour notifier sa décision au Maître d'Œuvre selon les modalités prévues à l'article 21 du CCAG MŒ.

L'absence d'admission dans ce délai vaut réception des prestations.

ARTICLE 7. RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE

7.1 Forme et contenu des prix de l'Accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont unitaires et figurent à l'annexe financière de l'acte d'engagement, à savoir le bordereau des prix unitaires (BPU) constituant des taux plafonds.



Ce BPU est composé :

- de pourcentages plafonds pour chaque mission de maîtrise d'œuvre
- de prix journalier maximum pour chaque compétence complémentaire demandée

Les prix présentés sous forme de taux indexés sur les montants de travaux et indiqués au sein du BPU de l'accord cadre sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre.

Les prix unitaires indiqués au BPU en ce qui concerne les missions complémentaires sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre.

Lors de la passation des marchés subséquents, le titulaire présente des offres de prix au moins aussi avantageuse que les prix plafonds fixés au BPU.

En revanche, il pourra proposer des prix inférieurs, tenant compte de la description du besoin et du contexte dont il aura connaissance pour l'élaboration de son offre lors de la remise des pièces techniques du marché subséquent.

La rémunération tient compte de:

- contenu de la mission fixée par le CCTP et les assurances à souscrire le cas échéant,
- programme,
- partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage,
- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles,
- délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage,
- mode de dévolution des marchés de travaux,
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux et leur phasage,
- découpage de l'opération en plusieurs tranches de réalisation,
- continuité du déroulement de l'opération.

Les prix sont réputés inclure :

- tous les frais annexes et frais afférents à la réalisation des prestations ;
- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation ;
- l'ensemble des prestations précisées dans le CCTP ou dans l'annexe « programme du MOA » ;
- tous les livrables listés dans le CCTP ou l'annexe « programme du MOA » ;
- l'ensemble des rendez-vous téléphoniques et des réunions ;
- l'ensemble des frais de déplacements, ainsi que les frais de gestion administrative des prestations ;
- le suivi administratif et commercial.

Le prix tient compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations indiquées au CCTP. À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

7.2 Forme, contenu et variation des prix des marchés subséquents

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCP pour chaque marché subséquent. Selon les dispositions propres de chaque marché subséquent, les prix pourront être fermes, actualisables ou révisables. Cela sera précisé dans les pièces du marché subséquent.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.



Ce caractère forfaitaire s'appliquera aussi aux missions telles que les diagnostics, et études diverses sans DET.

7.3 Etablissement du forfait provisoire de rémunération des marchés subséquents

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement de chaque marché subséquent, est provisoire, conformément aux dispositions de l'article R2432-7 du Code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre suivants :

- contenu de la mission fixée par le CCTP et les assurances à souscrire le cas échéant,
- programme,
- partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage,
- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles,
- délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage,
- mode de dévolution des marchés de travaux,
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux et leur phasage,
- découpage de l'opération en plusieurs tranches de réalisation,
- continuité du déroulement de l'opération.

Le maître d'ouvrage pourra bâtir avec le maître d'œuvre, une fiche type récapitulant notamment les principales informations.

7.4 Passage au forfait définitif de rémunération des marchés subséquents

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

En cas de modification du programme après retour des autorisations administratives (PC ou AT), le maître d'œuvre s'engage à ne pas revoir sa rémunération après fixation de rémunération définitive.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la formule suivante

Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux * taux de rémunération figurant à l'acte d'engagement du marché subséquent.

La rémunération après la phase étude est calculée au pourcentage. Elle est arrêtée par avenant, conformément à l'article 6.7 du présent CCAP.

L'incidence éventuelle, sur les prestations de maîtrise d'œuvre, de l'évolution des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre cités à l'article 7.2 qui ont servi à établir le forfait provisoire de rémunération, est prise en compte dans le calcul du forfait définitif de rémunération.

La fixation de la rémunération définitive ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 6.7 relatif aux avenants négociés avec le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le forfait de rémunération est modifié, le titulaire dispose de 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage pour indiquer la nouvelle répartition du forfait définitif entre cotraitants. Sans réponse de la part du titulaire dans ce délai, le maître d'ouvrage corrigera les montants des phases postérieures à la phase APD, missions complémentaires comprises, tout en conservant la répartition entre cotraitants du forfait provisoire.



7.5 Modalités de paiement des sous-traitants/ co-traitants

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué à l'acte d'engagement de chaque marché subséquent.

Le règlement sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG Mœ.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement de Maîtrise d'Œuvre est habilité à présenter les décomptes périodiques et le projet de décompte général et à accepter le décompte général.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la Commande Publique.

En complément de l'article 11.4.1 du CCAG Mœ, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le représentant du Maître d'Ouvrage sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au représentant du Maître d'Ouvrage par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le représentant du Maître d'Ouvrage procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le Code de la Commande Publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

ARTICLE 8. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LES COÛTS DES OPÉRATIONS

8.1 Avant la passation des marchés de travaux

Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme.

Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux :

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement :

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

Il est ramené au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre défini dans l'acte d'engagement de chaque marché subséquent.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de 10 %

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux * (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande et si la responsabilité du maître d'œuvre est avérée.



Prise en compte des modifications du projet ou du coût en phase études :

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant, conformément à l'article 6.7

Les modifications en phase études sont classées dans l'ordre suivant :

Lors des études, les modifications dans la consistance du projet ou du coût prévisionnel sont classées par le conducteur d'opération dans l'une des quatre catégories ci-après :

- Catégorie 1. - Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours de conception par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études ;
- Catégorie 2. - Modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du programme. Ces modifications peuvent être demandées par le maître d'ouvrage ou acceptées par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre, notamment dans le but d'améliorer le rapport qualité-prix des prestations dans le respect du programme.
- Catégorie 3. - Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre (par suite d'un changement de réglementation ou d'aléa imprévisible, par exemple).
- Catégorie 4. - Modifications du coût prévisionnel sans modification de la consistance du projet (par exemple variation de coût après variation brutale de prix d'un matériau ou équipement).

Incidences des modifications sur le coût prévisionnel des travaux :

Catégorie 1 :

L'incidence financière des modifications de catégorie 1 ne peut en aucun cas donner droit à une modification du coût prévisionnel des travaux ou à une augmentation de la rémunération du maître d'œuvre (bien que les travaux ne puissent être exécutés qu'après accord du maître de l'ouvrage).

Catégories 2 et 3 :

Lorsque ces modifications interviennent lors des études, leur coût est évalué par le maître d'œuvre aux conditions économiques du mois M0 du présent marché.

L'incidence financière des modifications de catégories 2 et 3 est répercutée dans le coût prévisionnel des travaux. La rémunération du maître d'œuvre est corrigée en conséquence.

Catégorie 4 :

L'incidence financière des modifications de catégorie 4 n'est pas répercutée dans le coût prévisionnel des travaux, la rémunération du maître d'œuvre ne pourra donc pas être modifiée sur ce fondement.

Incidences des modifications sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre :

Après négociation, le contrat de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant qui arrête le programme modifié et le coût prévisionnel des travaux concernés par cette modification, et adapte en conséquence la rémunération du maître d'œuvre

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation initiale des entreprises de travaux, sur la base de la somme des offres remises par les entreprises et retenues par le Maître d'Ouvrage (tous lots confondus).

Respect de l'engagement du maître d'œuvre :

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.



Conséquences du non-respect de l'engagement :

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises
- soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.

Dans ce cas, conformément à l'article R.2432-3 du code de la commande publique, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade.

8.2 Après la passation des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux * (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) * 3% (taux de pénalité)

Cependant, conformément à l'article R.2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux du marché subséquent.



ARTICLE 9. CLAUSE DE SURETÉ ET DE FINANCEMENT

9.1 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

9.2 Avance

L'avance n'est pas accordée au stade de l'accord cadre.

Lorsque le montant du marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, une avance est accordée de droit au titulaire, sauf refus exprimé dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant initial, toutes taxes comprises, si sa durée est inférieure ou égale à douze (12) mois. Si la durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10% d'une somme égale à douze (12) fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance n'est soumis à aucune clause de variation de prix.

Si l'avance est inférieure à 30%, le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

L'avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

ARTICLE 10. MODALITÉ DES RÈGLEMENTS DES COMPTES DU TITULAIRE

Les articles 11.2 à 11.8 du CCAG MCE sont complétés par les dispositions suivantes :

10.1 Acomptes

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les règlements des éléments de mission s'effectueront sous forme d'acomptes mensuels dont le montant sera estimé proportionnellement à l'avancement de l'exécution des différentes missions et dans la limite de l'échéancier ci-dessous. Le pourcentage servant de base au calcul de chaque demande de paiement d'acompte devra avoir obtenu l'accord du représentant du Maître d'Ouvrage sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Les échéanciers pouvant évoluer dans chaque marché subséquent en fonction de la nature de la mission du marché subséquent.

10.1.1 Echéancier de paiement des acomptes

➤ DIAG :

- 80 % à la remise du dossier
- 20 % après approbation

➤ APS :

- 80 % à la remise du dossier
- 20 % après approbation



- APD :
 - 80 % à la remise du dossier
 - 20 % après approbation
- PRO :
 - 80 % à la remise du dossier
 - 20 % après approbation
- AMT :
 - 50 % après approbation du dossier de consultation
 - 30 % après analyse des offres
 - 20 % après notification des marchés de travaux
- VISA :
 - 90 % où il sera considéré que le 1/Nième de la durée de mission sera réalisée chaque mois sous réserve du constat effectif par le représentant du Maître d'Ouvrage du visa des documents d'exécution. Le Nième de la mission sera le délai global d'exécution des travaux. Il sera déterminé par l'ordre de service de démarrage des travaux.
 - 10 % à la fin du chantier, sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse remis par les entreprises, complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le Maître d'Œuvre accompagné des justificatifs nécessaires.
- DET :
 - 90 % proportionnellement à l'avancement des travaux
 - 10 % à la date de l'accusé de réception, par le représentant du Maître d'Ouvrage, du décompte général du dernier marché de travaux (comprenant le décompte final) et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
- AOR :
 - 40 % à la réception
 - 20 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés
 - 20 % à la levée de la dernière réserve
 - 20 % à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement
- OPC (les cas échéant) :
 - 10% phase préparation de chantier- établissement du calendrier des documents d'exécution et du calendrier détaillé des travaux
 - 80 % où il sera considéré que le 1/Nième de la durée de mission sera réalisée chaque mois. Le Nième de la mission sera le délai global d'exécution des travaux.
 - 10 % à la date de l'accusé de réception, par le représentant du Maître d'Ouvrage, du décompte général du dernier marché de travaux (comprenant le décompte final) et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises.



10.1.2 Le règlement des sommes dues au Maître d'Œuvre fera l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état périodique, dans les conditions ci-après définies

10.1.3 Le décompte périodique valant demande de paiement d'acompte correspond au montant des sommes dues au Maître d'Œuvre depuis le début du marché jusqu'à l'expiration du mois considéré, ce montant étant évalué en prix de base.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG MŒ, le décompte périodique est daté et comporte :

- les références du marché
- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause
- la décomposition des prix forfaitaires
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision des prix
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues
- les pénalités éventuelles pour retard
- les avances à rembourser
- le montant de la TVA
- le montant TTC

Le représentant du Maître d'Ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Il fait apparaître notamment les pénalités qui peuvent être appliquées. La demande de paiement ainsi rectifiée sera notifiée au titulaire.

10.2 Décompte général, paiement pour solde, paiement partiel définitif

La demande de paiement du solde est établie, conformément à l'article 10.1.3 ci-dessus et à l'article 11.7 du CCAG MŒ par le titulaire, dans un délai de 30 jours à compter de la dernière décision d'admission prise dans les conditions définies à l'article 6.9 ci-avant.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte les parties suivantes :

- un récapitulatif des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du marché,
- une demande de paiement correspondant :
 - ❖ aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations
 - ❖ au solde du marché.

À l'issue de chaque marché subséquent, le titulaire établit un projet de décompte partiel et définitif, présenté selon les mêmes modalités que ci-dessus. Il sera établi un seul décompte général pour l'ensemble du marché.

Sur la base du décompte final, le représentant du Maître d'Ouvrage établit et notifie le décompte général et procède au paiement des sommes qu'il admet, conformément aux dispositions de l'article 11.8 du CCAG MŒ.



Lorsque le Maître d'Ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire, à la date de signature du décompte général, conformément aux dispositions de l'article 11.8.1 du CCAG Mœ, le décompte général est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet du litige ou de la réclamation en cours.

10.3 Délais de paiement

Le délai maximum de paiement des avances est de 30 jours, à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- notification du marché subséquent
- notification de l'acte qui emporte commencement de la durée du marché

Le délai de règlement des acomptes est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le représentant du Maître d'Ouvrage.

Le délai maximum de règlement du solde est de 30 jours à compter de la réception du décompte général et définitif par le représentant du Maître d'Ouvrage.

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application de l'article 1er de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 Juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la date de réception de la demande de paiement par le représentant du Maître d'Ouvrage correspond à la date de notification au représentant du Maître d'Ouvrage du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur Chorus Pro.

10.4 Présentation des factures au format dématérialisé

Le mandataire ou le membre du groupement envoie la demande de paiement de l'acompte conformément aux modalités définies ci-dessus. Le cas échéant, il joint la copie des factures du ou des sous-traitants directs acceptées ou rectifiées par ses soins le cas échéant.

La transmission des factures s'effectue au moyen du portail de facturation Chorus Pro, accessible gratuitement via le lien internet suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

La transmission électronique est obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique dans le respect du calendrier défini par l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014. Les factures comporteront les informations suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque éventuel avenant ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la nature de la prestation exécutée ;
- la date d'exécution de la prestation ou de réception du livrable ;
- le montant hors TVA de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations exécutées.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ; en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;



10.5 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement peut être effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire ou chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 CCAG-MOE.

10.6 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

ARTICLE 11. PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MCE, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Par dérogation de l'article 16.1.1, les pénalités sont calculées sur la base de jours ouvrés

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG MCE, les pénalités seront appliquées de plein droit lorsque, à constatation d'un retard et après envoi par courriel ou courrier d'une mise en demeure d'y remédier dans un délai de 15 jours, cette dernière sera restée infructueuse.

Par application de l'article 16.3.2, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% du montant HT du marché subséquent.

11.1 Etablissement des documents d'études

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MCE, en cas de retard dans la remise des documents d'études, le Maître d'Œuvre subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 100 € TTC.

En complément à l'article 16.2.3 du CCAG MCE, en cas d'exemplaires manquants lors de la remise des documents d'études, le Maître d'Œuvre subira sur ses créances des pénalités dont le montant est fixé à 200 € par exemplaire manquant.

11.2 Non-réalisation des constatations contradictoires

Sans préjudice de l'application de l'article 18.2 ci-dessous, en cas de non réalisation par le Maître d'Œuvre des constatations contradictoires prévues aux articles 11.4 et 11.5 du CCAG Travaux, dans les quinze jours de la demande qui lui a été faite par le titulaire, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 500€ TTC, sans mise en demeure préalable.

De plus, dans le cas où, dûment convoqué par le représentant du Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre ne serait pas présent ou représenté à la date fixée ou refuserait de procéder aux constatations, il lui sera appliqué une pénalité forfaitaire complémentaire de 200 € TTC.



11.3 Etablissement de la proposition de réception des travaux par le Maître d'Œuvre

Le délai d'établissement par le Maître d'Œuvre de la proposition de réception des travaux est celui fixé à l'article 6.4.2 du présent contrat, ou à défaut par le CCAG travaux rendu contractuel passés sous le contrôle du Maître d'Œuvre.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MŒ, en cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, le Maître d'Œuvre encourt des pénalités dont le montant est fixé par jour de retard calendaire à 50 € TTC par proposition.

Dans le cas où la réception des ouvrages aurait été prononcée par le représentant du Maître d'Ouvrage avec des réserves à lever dans un délai prescrit, le Maître d'Œuvre devra :

- constater sur le chantier à l'expiration du délai en question, si les réserves ont lieu d'être levées ou maintenues, en toute ou partie, en présence de l'entrepreneur
- dresser le procès-verbal de ces opérations, dans les mêmes conditions que la réception initiale
- informer l'entrepreneur et adresser au représentant du Maître d'Ouvrage, dans les mêmes conditions que la réception initiale, sa proposition de levée partielle (assortie d'un délai pour les réserves restantes à lever) ou totale des réserves

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MŒ, en cas de retard dans la production des propositions de levée totale ou partielle des réserves, le Maître d'Œuvre subira sur ses créances une pénalité journalière de 100 € TTC par jour calendaire de retard.

11.4 Instruction des mémoires de réclamation

Le délai d'instruction des éventuelles réclamations de l'Entrepreneur est de 20 jours à compter de la date de réception par le Maître d'Œuvre du mémoire de réclamation.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MŒ, en cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le Maître d'Œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 50€ TTC

11.5 Autres pénalités

En cas de retard dans la transmission des éléments de réponse aux questions des candidats lors de la consultation, le Maître d'Œuvre subira sur ses créances des pénalités dont le montant est fixé à 100 € TTC par jour calendaire de retard.

ARTICLE 12. CLAUSES DE RÉEXAMEN

En complément de l'article 6.7, d'autres des clauses permettant le réexamen de l'accord-cadre qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

12.1 Remplacement d'un membre du groupement par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le mandataire pourra proposer au représentant du Maître d'Ouvrage la substitution d'un membre du groupement afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, notamment dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité



- cession de contrat
- décès
- Incapacité
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le représentant du Maître d'Ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le représentant du Maître d'Ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Uniquement dans le cadre d'un groupement solidaire, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

En cas d'absence d'accord d'un des membres du groupement solidaire ou du représentant du Maître d'Ouvrage sur la substitution, la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Le remplaçant proposé pourra être soit un des membres du groupement, soit un prestataire tiers.

12.2 Évolution de la réglementation

Le présent article s'applique, en complément des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG MCE, en cas d'évolution en cours d'exécution du marché, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé.

Les modifications éventuelles, demandées par le représentant du Maître d'Ouvrage au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le Maître d'Ouvrage.

Le titulaire n'aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu'il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) qu'à la condition qu'il établisse que l'économie du marché se trouve (ou s'est trouvée) bouleversée, le seuil du bouleversement étant fixé à 1/16^e du montant du marché, tel qu'il résulte, s'il y a lieu, du dernier avenant intervenu.

En ce cas, le Maître d'Ouvrage prendra en charge en totalité les dépenses supplémentaires et indemnités dûment justifiées par le titulaire.

12.3 Autres cas spécifiques

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance.

Le champ d'application de la clause de réexamen couvre les prestations suivantes :

- 1) les travaux supplémentaires conséquences des résultats d'études et diagnostics ;
- 2) les modifications de programme diligentées par le maître d'ouvrage conséquences des conclusions des études et diagnostics prévus par la mission de maîtrise d'œuvre ;
- 3) les modifications de programmes exigées par les services de l'Etat compétent (DRAC) dans le cadre notamment de l'étude de la demande d'autorisation de travaux ;



- 4) la fixation du forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre sur la base du cout prévisionnel des travaux établi par la MOE en application de l'article R2432-7 du Code de la commande publique

Le maître d'œuvre est tenu de demander, à chaque modification de travaux, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre afin d'arrêter les modifications par voie d'avenant.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Par ailleurs, ces modifications n'auront nullement pour effet le dépassement du seuil correspondant à la procédure de passation utilisée pour le présent marché.

ARTICLE 13. ASSURANCES

Le maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, et 1792- 4-1 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre doit souscrire aux polices d'assurance permettant de couvrir l'intégralité des risques et dommages dus à son activité. Aussi, en sa qualité de mandataire solidaire le cas échéant, il est responsable solidairement de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur et devra à ce titre être couvert pour l'intégralité des risques et dommages commis par eux ou leurs sous-traitants, charge à lui d'engager une éventuelle action récursoire à leur encontre. Il doit aussi pallier à la défaillance de ces co-traitants.

L'attestation d'assurance professionnelle du maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent contrat. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

ARTICLE 14. RÉSILIATION

14.1 Résiliation de l'accord-cadre

Les stipulations des articles 27 à 34 inclus du CCAG-MOE relatives à la résiliation s'appliquent à l'accord-cadre.

14.2 Résiliation du marché subséquent

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 27 à 34 inclus du CCAG-MOE avec les précisions complémentaires suivantes :

Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation est fixée à 5% du montant hors taxe, non révisé, de la partie résiliée du marché.

En cas de dépassement du montant prévisionnel des travaux au stade APD ou Appel d'Offres Travaux, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le présent contrat sans versement d'indemnité au titulaire.



Résiliation sur demande du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre peut demander au maître d'ouvrage la résiliation du marché dans les cas suivants :

- s'il rencontre au cours du marché des difficultés techniques imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché,
- s'il justifie être dans l'impossibilité d'exécuter son marché par cas de force majeure,
- Si le maître d'ouvrage choisit une entreprise ne présentant pas les garanties indispensables à la bonne exécution de l'ouvrage,
- Si le maître d'ouvrage n'a toujours pas rempli ses obligations en application de l'article 14.2 du présent CCAP

Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

Résiliation aux torts du maître d'œuvre

Dans le cas où le maître d'œuvre ne remplirait pas ses obligations, le maître d'ouvrage peut résilier le marché, aux conditions suivantes :

- après l'avoir mis en demeure de satisfaire à ses obligations,
- et après avoir constaté que, dans un délai de 3 semaines, il n'a pas remédié à ces manquements.

Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

14.3 Suspension du marché

Par application de l'article 25.1 du CCAG-MOE, en cas de manquements, par le maître d'ouvrage, à ses obligations contractuelles et particulières en cas de retard dans le règlement des honoraires, le titulaire peut demander la suspension du contrat. Le maître d'ouvrage dispose dans ce cas d'un délai de 3 mois à compter de la notification de la décision de suspension pour satisfaire à ses obligations.

En cas de refus ou de non-exécution par le maître d'ouvrage de ses obligations dans le délai de 6 mois suivant l'interruption effective des prestations, le maître d'œuvre peut demander la résiliation du marché.

Par ailleurs, les prestations peuvent être suspendues en cas de circonstances imprévisibles dans les conditions prévues à l'article 25.2 du CCAG-MOE.

ARTICLE 15. UTILISATION DES RÉSULTATS

15.1 Dispositions générales

L'utilisation des résultats est régie par le CCAG MŒ (chapitre V).

Par ailleurs, au titre du présent accord-cadre, le Maître d'Ouvrage dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits cédés dans la limite des besoins découlant de l'accord cadre et/ou marché subséquent.

15.2 Régime des droits

Conformément aux dispositions du CCAG MŒ, en contrepartie de la rémunération versée, le Maître d'Œuvre concède à titre non exclusif au Maître d'Ouvrage et aux tiers désignés dans le marché, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats dans les conditions fixées au dit CCAG MŒ.

En complément des dispositions du CCAG MŒ, ces droits comprennent, notamment :

- droit de reproduction des résultats : droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support et/ou moyen (notamment



support papier, optique, magnétique, numérique, informatique ou électronique, reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique)

- droit de représentation : droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les résultats par tout moyen de diffusion (notamment par voie d'exposition, et/ou support électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, par les réseaux notamment internet et/ou intranet) et ce auprès du public en général ou de catégories de public en particulier
- droit d'adaptation : droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les résultats, notamment en les modifiant par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs du résultat, par fusion avec d'autres documents ou résultats issus du marché, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit au respect de l'auteur, et ce, en une ou plusieurs fois

En tant que de besoin et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes la cession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, magnétique, disque, réseau, disquette, CD ou DVD.

En complément de l'article 24.7 du CCAG MOE sur l'exploitation à des fins commerciales des résultats, si le maître d'ouvrage souhaite faire une utilisation à des fins commerciales (objets dérivés...), des négociations seront alors engagées avec le maître d'œuvre afin de recueillir son consentement et fixer les modalités de mise en œuvre.

15.3 Cession du droit de reproduction de l'image du ou des ouvrages (bâtiments)

Le titulaire de l'accord-cadre cède au Maître d'Ouvrage, sans rémunération supplémentaire, le droit de reproduire l'image du ou des ouvrages réalisés à partir de ses études. Ainsi, il cède ce droit à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, le droit de :

- reproduction : reproduire, faire reproduire ou autoriser un tiers à reproduire, notamment par fixation, enregistrement, numérisation, sans limitation de nombre, tout ou partie des images fixes ou animées, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique, audiovisuels sous forme de vidéogrammes ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique
- représentation : représenter, faire représenter ou autoriser un tiers à représenter les images fixes ou animées par tout moyen, notamment par voie d'exposition, et/ou support papier, électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier
- communication : communiquer, faire communiquer ou autoriser un tiers à communiquer les images fixes ou animées, notamment la mise à disposition du public ou de catégories de public, par fil ou sans fil, y compris câble, satellite, réseau téléphonique, ondes hertziennes, de manière à ce que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement
- distribution : distribuer ou autoriser un tiers à distribuer et particulièrement par la mise sur le marché subséquent, à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des images fixes ou animées, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation
- adaptation : adapter, faire adapter ou autoriser un tiers à adapter les images fixes ou animées, notamment de modifier, de retoucher le cadrage, la couleur, le format d'image, de mixer, assembler, condenser les images, d'incorporer des éléments textuels et d'en assurer la portabilité sur tout support, et ce, en une ou plusieurs fois

En conséquence de la cession des droits consentis, le Maître d'Ouvrage est libre d'exploiter et/ou d'autoriser un tiers à exploiter la reproduction de l'image fixe et/ou animée de l'ouvrage, fixée sur tout support pour les modes d'exploitation visés ci-après sans que cette liste ne soit exhaustive :



- dans le domaine de la presse : pour toute insertion de toute nature dans tout magazine, quotidien, revue périodique ou non, revue interne et d'une manière générale toute publication gratuite ou payante en France et dans tous les autres pays, y compris accessibles par les réseaux numériques
- dans le domaine de l'édition : pour être intégré dans tout ouvrage, livre, guide, carte postale, fascicule, catalogue, plaquette, dépliant, brochure, prospectus, affiches que ces éléments soient commercialisés ou distribués à titre gratuit
- dans le domaine de l'évènementiel : par l'organisation d'expositions, itinérantes ou non, y compris les expositions dans l'environnement numérique, sur tous supports
- dans le domaine de la communication et de la publicité : pour tout type de publicité, de promotion ou de prospection, pour être intégré dans un vidéogramme, dans une présentation power point ou sous tout autre format, au sein d'un site web ou wap, portail ou intranet
- par la constitution d'une base de données d'images.

La cession ainsi consentie au Maître d'Ouvrage ne prive cependant pas le titulaire d'exercer par lui-même, concurremment, les mêmes droits d'exploitation sur l'image des ouvrages, notamment pour la réalisation d'un livre de photos de ses travaux.

Dans le cas d'une réhabilitation ou extension d'un ouvrage existant :

Le Maître d'Ouvrage détient les droits de reproduction de l'image de l'ouvrage préexistant et d'autorisation d'un tiers à reproduire.

15.4 Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance

Le titulaire du marché s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au Maître d'Ouvrage à l'issue de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du présent marché, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent accord-cadre et lui permettant de rétrocéder ces droits au Maître d'Ouvrage à l'issue du marché.

ARTICLE 16. MODALITÉS DE CONCLUSION DES MARCHES SUBSÉQUENTS

16.1 Modalités de consultation du Titulaire

Les prestations objet de l'accord-cadre sont définies de manière globale dans le CCTP. En vue de la conclusion des marchés subséquents, les termes et détails non indiqués par l'accord-cadre sont précisés dans les documents de la consultation relative à chacun d'eux.

Conformément à l'article R.2162.9 du Code de la commande publique, et en vue de la conclusion de chaque marché subséquent, le Titulaire se voit adresser par le Maître d'Ouvrage un dossier de consultation (DCE) comportant les éléments suivants :

- une lettre de consultation ou mail précisant les modalités de consultation dans le respect des stipulations définies par le présent CCAP;
- un Acte d'Engagement (AE) propre au marché subséquent concerné;
- un Cahier des Clauses Particulières (CCP) spécifique au marché subséquent;
- un cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), le cas échéant;
- tout autre document utile à la consultation.



16.2 Obligation de réponse

Il est attendu que le Titulaire remette une offre régulière, acceptable et appropriée à chaque fois que le Maître d'Ouvrage le sollicite en vue de la conclusion d'un nouveau marché subséquent. Cependant, et à titre exceptionnel, une non-réponse est possible sous réserve d'être dûment justifiée. Pour ce faire, le Titulaire doit formaliser et motiver par écrit toute non-réponse de sa part. Dans une telle situation, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de faire réaliser les prestations attendues par lui par tout tiers qu'il aura désigné par ailleurs.

En cas de « non-réponses répétées » ou de « non-réponse dont la motivation serait irrecevable », le Titulaire encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs, conformément aux dispositions de l'article 14.1 ci-dessous.

16.3 Présentation des offres et notification des marchés subséquents

16.3.1 Modalités de présentation

Les offres formulées au titre de chaque marché subséquent sont présentées par le Titulaire conformément aux exigences imposées par le présent article et par les documents de la consultation spécifiques à chacun d'eux.

Les offres portant sur les marchés subséquents doivent être remises dans les délais précisés par le maître d'ouvrage. À ce titre, il est entendu que le délai minimal de remise des offres ne pourra en aucun cas être inférieur à 8 jours calendaires suivant la date de réception du DCE. Ce délai de remise est fixé par le Maître d'Ouvrage en tenant compte du périmètre, de la complexité et du montant du marché subséquent considéré, ainsi que du temps nécessaire à l'élaboration des offres.

Les offres remises par le Titulaire en vue de l'attribution de chaque marché subséquent contiennent :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes, complété, daté et signé par la personne dûment habilitée en original, avec la mention lisible des nom, prénom et qualité du signataire ;
- la DPGF complétée ou devis (dont le modèle est défini dans l'onglet 3 de l'annexe financière) ;
- les cas échéant, une note technique contenant l'ensemble des éléments exigés par la lettre de consultation et permettant au Titulaire de présenter les modalités qu'il propose pour réaliser les prestations attendues au titre du marché subséquent ;
- tout autre document demandé dans la consultation.

Le délai de validité des offres présentées pour chaque marché subséquent est indiqué dans les consultations correspondantes.

L'ensemble des pièces constituant les offres du Titulaire doit être rédigé en français ou être accompagné d'une traduction intégrale en langue française. Dans cette dernière hypothèse, seule la version française fera foi.

16.3.2 Prix des marchés subséquents

Le titulaire devra chiffrer sa rémunération selon les prescriptions de l'article 7 du présent document.

16.3.3 Négociation éventuelle et notification des marchés subséquents

Le Maître d'Ouvrage notifie chaque marché subséquent au vu de l'offre présentée par le Titulaire, le cas échéant après négociation. Il est entendu que ladite négociation peut porter sur tout élément de l'offre du Titulaire.



ARTICLE 17. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix exprimé en euro à l'acte d'engagement restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

ARTICLE 18. PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Les pièces et attestations mentionnées au sein du présent CCAP sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le domaine de Chantilly, à l'adresse suivante :

<https://365.e-attestations.com/fr>

A défaut, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 14 du présent CCAP.

ARTICLE 19. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.2 du CCAG FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données (RGPD) » ainsi que de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

19.1.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur des données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations, objet du marché.

19.1.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement et exclusivement au titre de la seule exécution des obligations lui incombant en vertu du présent marché public,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public. Le titulaire est tenu de mettre en œuvre toutes les procédures de vérification, de contrôle et de protection des données personnelles requises pour garantir la préservation des données personnelles et leur confidentialité, y compris au sein de la structure et vis-à-vis de ses salariés, bénévoles, partenaires et prestataires, ou tout autre personne quel que soit son statut.



19.1.3 Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure. L'acheteur dispose de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire, qui demeure pleinement responsable devant l'acheteur, de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes.

19.1.4 Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données ; dans l'hypothèse où cette collecte est réalisée directement par le prestataire, il appartient à ce dernier de veiller au respect des obligations légales et réglementaires d'informations auprès des personnes concernées et au respect de leurs droits. Il devra en justifier aussi souvent que de besoin, et sur simple demande par tous moyens, de l'acheteur.

19.1.5 Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas fait l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Si les personnes concernées exercent leurs droits directement auprès du titulaire, ce dernier s'engage à adresser ces demandes dès réception par mail, à l'attention du DPO de l'acheteur.

19.1.6 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par mail, à l'attention du DPO de l'acheteur dpd@institutdefrance.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité contrôle compétente. Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée par tous moyens adaptés dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés d'une personne physique.

19.1.7 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité (y compris au sein de sa structure et vis-à-vis de ses partenaires/prestataires), l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

19.1.8 Durée et modalités de conservation des données

Les données doivent être traitées et stockées dans un lieu sécurisé.

La durée de conservation des données débute à la date de la notification du marché jusqu'à six mois après le terme de celui-ci. Au terme de ce délai, le titulaire s'engage à détruire immédiatement toutes les données à caractère personnel et à en justifier auprès de l'acheteur.



19.1.9 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son DPO s'il en a désigné un conformément au RGPD.

19.1.10 Registre des catégories d'activités de traitement et documentation

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur.

De manière générale, le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou tout autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

19.1.11 Obligations de l'acheteur :

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées à l'article « description du traitement des données à caractère personnel »
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et inspections auprès du titulaire,
- Réaliser avec l'appui du titulaire toute analyse d'impact rendue nécessaires et à consulter, le cas échéant, l'autorité de contrôle.

19.2 Comportement du personnel

Le représentant habilité du Domaine de Chantilly - Fondation d'Aumale se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs des agents du Titulaire qui ne satisferait pas aux obligations décrites ci-dessus, ou dont le comportement pourrait générer des dégâts sur la forêt.

La bonne exécution des Prestations dépendant, d'une part, de la qualité du responsable chargé de la conduite des Prestations, d'autre part, de la composition quantitative et qualitative de l'équipe, le Titulaire a l'obligation de maintenir en place les membres de l'équipe nommément désignés pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement des Prestations.

Le personnel du Titulaire est soumis aux règlements du Domaine de Chantilly – Fondation d'Aumale, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées.

19.3 Zones affectées aux Prestations

Le personnel du Titulaire est soumis aux règles du Domaine de Chantilly en particulier aux règles d'accès et de circulation dans la forêt qui lui seront communiquées par le Domaine de Chantilly.

Seuls devront être utilisés par le personnel du Titulaire les parcours et accès désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones du Domaine.

19.4 Situation fiscale et sociale du titulaire :

Conformément à l'article R. 324-4 du code du travail, le titulaire devra fournir, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. R. 324-4-1°-a),
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. R. 324-4-3°),
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. R. 3244-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise de ces documents susmentionnés par le titulaire, le titulaire s'exposera à l'application d'une pénalité financière à son encontre.



Le marché pourra également être résilié aux torts du titulaire en cas de non-remise de ces documents, sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article R. 324-4 du code du travail.

19. 5 Obligations liées au travail dissimilé :

Le Titulaire atteste sur l'honneur que les Prestations nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre seront réalisées par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-1 et R3243-1 du code du travail. Cette attestation devra être renouvelée tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à communiquer à la personne responsable de l'accord-cadre, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D8222-5 du code du travail à savoir :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois,

Lorsque l'immatriculation du Titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou avis au répertoire SIRENE,
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il remettra avant la notification de l'accord-cadre :

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ; si le Titulaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France,
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au Titulaire et datant de moins de six mois.

Lorsque l'immatriculation du Titulaire à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel,
- pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Lorsque le Titulaire emploie des salariés pour effectuer une Prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce Titulaire, à la date de signature de l'accord-cadre, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R3243-1 du Code du Travail, ou de documents équivalents.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

En cas de recours à des sous-traitants, le Titulaire s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le Titulaire s'engage à produire pour ses sous-traitants les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer au Pouvoir Adjudicateur et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le Titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D8222-5 du code du travail, a recours au travail dissimilé, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer la



résiliation de l'accord-cadre, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré. A défaut pour le Titulaire d'avoir mis fin aux pratiques litigieuses dans un délai de huit jours calendaires après réception d'une mise en demeure adressée par le Pouvoir Adjudicateur et d'en avoir justifié, ou d'avoir fourni toutes les explications permettant de démontrer qu'il n'existe pas de travail dissimulé, le Pouvoir Adjudicateur pourra décider de prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire.

ARTICLE 20. RÈGLEMENT DES LITIGES

Conformément aux articles R.2197-1 et suivants du code de la commande publique, en cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le comité consultatif interdépartemental de Paris de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi, soit par le titulaire du marché, soit par le pouvoir adjudicateur.

À défaut du règlement amiable, le litige est porté devant le :

Tribunal Administratif d'Amiens
14 rue Lemerchier
80000 AMIENS
Téléphone : +33 (0)3 22 33 61 70
Télécopie : +33 (0)3 22 33 61 71
E-mail : greffe.ta-amiens@juradm.fr

ARTICLE 21. PIÈCES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Les pièces et attestations mentionnées au sein du présent CCAP sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le domaine de Chantilly, à l'adresse suivante :

<https://365.e-attestations.com/fr>

A défaut, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 14 du présent CCAP.

ARTICLE 22. DÉROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAG MCE auxquels il est dérogé	Articles du présent marché par lesquels sont introduites ces dérogations
4	2
4.2.2	2.3
28.4.2	6.4.1
28.2	6.4.2
16.2.3	6.4.2
21.4.2	6.4.2



15.3.2	6.5
10.1.3	7
16.1.1	11
16.2.1	11
16.2.4	11
16.2.2	11
16.2.3	11.1, 11.3 et 11.4
3.5.4	12.1 et 12.2

Articles du CCAG travaux auxquels il est dérogé	Articles du présent marché par lesquels sont introduites ces dérogations
12.2.2	6.4.2
16.1	6.4.2
16.2.3	6.4.2
28.5	6.4.1 et 6.4.2

En cas de conflit entre les stipulations du présent CCAP et du CCAG ou de toute autre pièce générale applicables au présent marché, les stipulations du présent CCAP font seules foi.